

SYRELI



afnic
Internet
made in France

DÉCISION DE L'AFNIC

courdecassation-justice.fr

Demande n° FR-2025-04545



www.afnic.fr | contact@afnic.fr
Twitter : @AFNIC | Facebook : afnic.fr

I. Informations générales

i. Sur les parties au litige

Le Requéranant : L'Etat français, représenté par le Premier président de la Cour de cassation

Le Titulaire du nom de domaine : La société Whois Privacy Protection Foundation

ii. Sur le nom de domaine

Nom de domaine objet du litige : courdecassation-justice.fr

Date d'enregistrement du nom de domaine : 18 août 2021 soit postérieurement au 1^{er} juillet 2011

Date d'expiration du nom de domaine : 18 août 2026

Bureau d'enregistrement : Hosting Concepts B.V. d/b/a Openprovider

II. Procédure

Une demande déposée par le Requéranant auprès de l'Afnic a été reçue le 23 septembre 2025 par le biais du service en ligne SYRELI.

Conformément au règlement SYRELI (ci-après le Règlement) l'Afnic a validé la complétude de cette demande en procédant aux vérifications suivantes :

- o Le formulaire de demande est dûment rempli.
- o Les frais de Procédure ont été réglés par le Requéranant.
- o Le nom de domaine est actif.
- o Le nom de domaine a été créé ou renouvelé postérieurement au 1^{er} juillet 2011.
- o Le nom de domaine visé par la procédure ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire ou extrajudiciaire en cours.

L'Afnic a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l'ouverture de la procédure au Titulaire le 8 octobre 2025.

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

Le Collège SYRELI de l'Afnic (ci-après dénommé le Collège) composé de Loïc DAMILAVILLE (membre titulaire), Marianne GEORGELIN (membre titulaire) et Régis MASSÉ (membre titulaire) s'est réuni pour rendre sa décision le 4 novembre 2025.

III. Argumentation des parties

i. Le Requéranant

Selon le Requéranant, l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <courdecassation-justice.fr> par le Titulaire est « *identique ou apparenté à celui de la*

République française, d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales ou d'une institution ou service public national ou local » et le Titulaire ne justifie pas « d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi ».

(Art. L. 45-2 du code des postes et des communications électroniques)

Dans sa demande, le Requérant a fourni des pièces accessibles aux deux parties sur lesquelles le Collège s'appuiera afin d'étayer ses constatations au regard de l'argumentation.

Dans sa demande, le Requérant indique que :

[Citation complète de l'argumentation]

« RECEVABILITE DE LA DEMANDE

La mission Appui au patrimoine immatériel de l'État de la direction des affaires juridiques du ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (mission APIE) est compétente pour engager toute action administrative ou pré-contentieuse en vue de la protection des marques et des noms de domaine de l'État français et plus généralement de ses signes distinctifs, en vertu du décret n°2019-1454 du 29 décembre 2019 modifié relatif à la direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers (Pièce n°1). La mission APIE agit en l'espèce au nom et pour le compte de la Cour de cassation suite à la signature d'une convention de délégation de gestion des marques en 2022 (Pièce n°2) (ci-après, le « Requérant »).

À ce titre, le chef du bureau juridique de la mission APIE, signataire de la présente plainte, M [X.], agit en qualité de représentant au sein de la personne morale requérante, à savoir l'Etat français. L'arrêté du 22 août 2024 prévoyant sa délégation de signature au sein de la direction des affaires juridiques est communiqué (Pièce n°3).

ARGUMENTS DU REQUERANT

1/ ATTEINTE AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L. 45-2 ALINEA 1, 3° DU CODE DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

L'Etat français, représenté par le Président de la Cour de Cassation, est titulaire du nom de domaine < courdecassation.fr > depuis le 9 juin 1998 (Pièce n°4).

Or, en application de l'article L. 45-2 alinéa 1, 3° du Code des Postes et des Communications Electroniques, « Dans le respect des principes rappelés à l'article L. 45-1, l'enregistrement ou le renouvellement des noms de domaine peut être refusé ou le nom de domaine supprimé lorsque le nom de domaine est [...]

3o Identique ou apparenté à celui de la République française, d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales ou d'une institution ou service public national ou local, sauf si le demandeur justifie d'un intérêt légitime et agit de bonne foi. ».

Le ministère de la Justice a découvert la réservation du nom de domaine « courdecassation-justice.fr » (ci-après dénommé le « Nom de domaine ») le 18 août 2021, au nom de Whois Privacy Protection Foundation, domicilié à l'adresse Hofplein 20 3032 AC Rotterdam Zuid-Holland, Pays-Bas (ci-après, le « Titulaire ») (Pièce n°5).

Le Nom de domaine ne renvoie pas à une page active (Pièce n°6) et sa détention passive porte atteinte aux droits de l'État sur son nom de domaine < courdecassation.fr >.

Le Nom de domaine reproduit à l'identique les termes « cour de cassation » de l'État français, qui désignent la juridiction la plus élevée de l'ordre judiciaire français. Or, il renvoie directement au site officiel de la Cour de cassation (Pièce 7), de sorte que le public percevra aisément le nom de domaine du titulaire comme une référence directe à l'État français et à sa juridiction. Cette institution a été créée en 1790 et n'a jamais changé de nom depuis (Pièce 8).

De nos jours, cette juridiction est très largement connue du public français, notamment en

raison du rôle central qu'elle joue dans la vie judiciaire du pays et des nombreuses affaires qu'elle a dû traiter et qui ont été très fortement médiatisées.

Cela crée un risque de confusion pour les internautes quant à l'origine du propriétaire du nom de domaine qui n'est pas l'État français.

Nous attirons votre attention sur le fait que l'Afnic a déjà tranché dans un sens favorable à l'Etat français dans deux affaires similaires très récentes FR-2024-04095 en date du 9 décembre 2024 (pièce 9), à propos du nom de domaine <interieur.fr> et FR-2025-04310 en date du 28 mai 2025 (pièce 10).

Par ailleurs, il apparaît qu'un serveur de messagerie a été configuré, générant un risque de hameçonnage (« phishing ») par la création d'adresses mail en « @courdecassation-justice.fr » utilisant le Nom de domaine à des fins frauduleuses. En effet, l'usage d'une telle adresse mail évoquerait directement une source officielle pour les internautes, qui seraient donc enclins à communiquer plus facilement leurs données personnelles, créant un préjudice fort pour les internautes et l'État français (Pièce n°11).

Ces risques paraissent suffisamment graves pour justifier à eux seuls le transfert du nom de domaine litigieux au Requérant.

Le choix de ce nom de domaine par le Titulaire et la création à partir de celui-ci d'un serveur mail ne sont donc pas anodins et traduisent la volonté du Titulaire de tromper les internautes, notamment dans le cadre de campagnes d'hameçonnage. Le nom de domaine « courdecassation-justice.fr » est donc « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité », au sens de l'article L. 45-2 alinéa 1, 3° du Code des postes et des communications électroniques. Aucun élément permettant de justifier la démarche du Titulaire du nom de domaine litigieux en caractérisant un intérêt légitime ou une action de bonne foi n'a été identifié.

Le fait que le Nom de domaine n'est pas exploité depuis sa réservation démontre que ce dernier ne cherche de toute évidence pas à faire usage du Nom de domaine dans la vie des affaires mais seulement à le bloquer pour possiblement monnayer le rachat de celui-ci auprès de son détenteur légitime.

Dans la mesure où aucun élément permettant de justifier un intérêt légitime ou une action de bonne foi du Titulaire n'a été identifié, le Requérant introduit donc une procédure SYRELI auprès de l'AFNIC contre le nom de domaine < courdecassation-justice.fr > pour solliciter le transfert de ce Nom de domaine à son profit.

2/ INTERET A AGIR DU REQUERANT

En application de l'article L. 45-6 du Code des postes et des communications électroniques, « toute personne démontrant un intérêt à agir peut demander à l'office d'enregistrement compétent la suppression ou le transfert à son profit d'un nom de domaine lorsque le nom de domaine entre dans les cas prévus à l'article L. 45-2 ».

Le nom de domaine < courdecassation-justice.fr > reproduit le nom de domaine <courdecassation.fr >, qui correspond au nom de la juridiction la plus élevée de l'ordre judiciaire français, associé au terme « justice », qui renvoie aux pouvoirs régaliens de l'Etat en la matière. Cette association renvoie directement à l'État et est de nature à créer une confusion auprès du public quant à la propriété de ce nom de domaine.

La création d'un serveur mail à partir de ce nom de domaine permet ainsi au Titulaire de créer des adresses emails, sous la forme « @courdecassation-justice.fr », prenant l'apparence d'adresses mails « officielles » du Requérant, et laisse très fortement craindre leur utilisation dans le cadre de campagnes d'hameçonnage ou encore d'autres types d'arnaques (via l'envoi de SMS contenant des liens cliquables, par exemple) dans une optique frauduleuse. Aussi, en choisissant comme nom de domaine le nom « courdecassation », le Titulaire du nom de domaine affiche clairement sa volonté, à savoir de tromper les internautes sur le caractère « officiel » des adresses emails créées à partir de ces sous-domaines dans le cadre d'actions d'hameçonnage ou tous autres types d'arnaques.

Le Requéranr souhaite faire cesser au plus vite ces agissements frauduleux.
Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, le Requéranr dispose d'un intérêt légitime à agir à l'encontre du nom de domaine « courdecassation-justice.fr ».

3/ ABSENCE D'INTERET LEGITIME DU TITULAIRE DU NOM DE DOMAINE

Selon l'article R. 20-44-46 du Code des postes et des communications électroniques, « peut notamment caractériser l'existence d'un intérêt légitime, pour l'application du 2° et du 3° de l'article L. 45-2, le fait, pour le demandeur ou le titulaire d'un nom de domaine :

- d'utiliser ce nom de domaine, ou un nom identique ou apparenté, dans le cadre d'une offre de biens ou de services, ou de pouvoir démontrer qu'il s'y est préparé ;
- d'être connu sous un nom identique ou apparenté à ce nom de domaine, même en l'absence de droits reconnus sur ce nom ;
- de faire un usage non commercial du nom de domaine ou d'un nom apparenté sans intention de tromper le consommateur ou de nuire à la réputation d'un nom sur lequel est reconnu ou établi un droit ».

Le Titulaire ne peut faire valoir aucun intérêt légitime sur le nom de domaine <courdecassation-justice.fr >.

Le Titulaire ne détient aucune marque protégée en France portant sur l'expression « courdecassation » ni ne dispose d'un intérêt légitime à utiliser la dénomination « courdecassation ». Le Titulaire n'est nullement connu sous un nom apparenté. De plus, le Titulaire ne peut valablement justifier la réservation du Nom de domaine par le fait qu'il proposerait un contenu légitime.

Par ailleurs, le Titulaire ne bénéficie d'aucune autorisation de la part du Requéranr en ce qui concerne la reprise et l'usage de la dénomination « courdecassation ». En effet, une telle autorisation n'aurait jamais été donnée par le Requéranr à une personne privée, tiers à l'Etat, compte tenu du risque de tromperie inhérent pour ses utilisateurs de naviguer sur un site associé à l'adresse « courdecassation-justice.fr » ou de recevoir un courrier électronique de la part d'une adresse qui serait « @courdecassation-justice.fr ».

Aucune nécessité ou impératif ne peut justifier la réservation du Nom de domaine contesté, d'autant que ce dernier n'apparaît pas exploité depuis sa réservation. Le Nom de domaine semble également avoir été réservé à des fins d'utilisation à titre de messagerie électronique étant relevé qu'un serveur de messagerie a été configuré sur celui-ci. Or, l'usage d'une telle adresse mail « @courdecassation-justice.fr » évoquerait directement une source officielle pour les internautes, qui seraient donc enclins à communiquer plus facilement leurs données personnelles, créant un préjudice fort pour ces derniers et l'État français.

Il est donc clair ici que le Titulaire cherche à tirer indûment profit du caractère officiel de la dénomination « courdecassation » et de la confiance des internautes envers ce signe, ce que le Requéranr ne peut aucunement tolérer.

Par conséquent, le Titulaire du nom de domaine <courdecassation-justice.fr> ne bénéficie d'aucun intérêt légitime justifiant la réservation et l'utilisation dudit Nom de domaine.

4/ MAUVAISE FOI DU TITULAIRE DU NOM DE DOMAINE

Selon l'article R. 20-44-46 du Code des postes et des communications électroniques « peut notamment caractériser la mauvaise foi, pour l'application des 2° et 3° de l'article L. 45-2, le fait, pour le demandeur ou le titulaire d'un nom de domaine :

- d'avoir obtenu ou demandé l'enregistrement de ce nom principalement en vue de le vendre, de le louer ou de le transférer de quelque manière que ce soit à un organisme public, à une collectivité locale ou au titulaire d'un nom identique ou apparenté sur lequel un droit est reconnu et non pour l'exploiter effectivement ;
- d'avoir obtenu ou demandé l'enregistrement d'un nom de domaine principalement dans le but de nuire à la réputation du titulaire d'un intérêt légitime ou d'un droit reconnu sur ce nom ou sur un nom apparenté, ou à celle d'un produit ou service assimilé à ce nom dans

l'esprit du consommateur ;

- d'avoir obtenu ou demandé l'enregistrement d'un nom de domaine principalement dans le but de profiter de la renommée du titulaire d'un intérêt légitime ou d'un droit reconnu sur ce nom ou sur un nom apparenté, ou de celle d'un produit ou service assimilé à ce nom, en créant une confusion dans l'esprit du consommateur ».

En premier lieu, le Nom de domaine < courdecassation-justice.fr > a été réservé de mauvaise foi par son Titulaire au regard des faits constatés.

En effet, le Titulaire a acquis le Nom de domaine dans le seul but de profiter de la dénomination largement connue du public français « Cour de cassation », associée au terme « justice », qui renvoie aux pouvoirs régaliens de l'Etat en la matière, afin de :

- potentiellement monnayer le rachat auprès de son détenteur légitime, à savoir le Requéran, et non de l'exploiter effectivement ;

- et d'installer un serveur de messagerie sur le Nom de domaine.

En second lieu, le Nom de domaine est exploité de mauvaise foi compte tenu de sa détention passive associée au risque d'envoi d'emails frauduleux.

En effet, bien que le Nom de domaine apparaisse inexploité à ce jour, nous avons relevé qu'un serveur de messagerie y a été configuré, générant un risque sérieux de phishing / hameçonnage par la création d'adresses mail en « @courdecassation-justice.fr » utilisant le nom de domaine à des fins frauduleuses. L'usage d'une telle adresse mail laisserait penser aux utilisateurs qu'il s'agit d'une source officielle, qui seraient donc enclins à communiquer plus facilement leurs données personnelles, créant un préjudice fort pour ses utilisateurs et l'État français.

En ce sens, plusieurs décisions SYRELI rendues par l'AFNIC prennent en compte l'existence d'un serveur de messagerie pour caractériser l'utilisation de mauvaise foi du nom de domaine, même en l'absence de redirection active (décisions SYRELI no FR-2022-02698 <boursorama-france.fr> et no FR-2021-02622 <leclerc-groupes.fr>). Il ressort de ces décisions d'une part, que le seul risque d'envoi d'emails frauduleux suffit (sans qu'il soit nécessaire d'apporter la preuve de leur envoi) et, d'autre part, que l'inexploitation du nom de domaine (sa détention passive) est un élément supplémentaire caractérisant la mauvaise foi du Titulaire.

De plus, le Titulaire est connu défavorablement pour avoir d'ores et déjà enregistré plusieurs noms de domaine reprenant des marques de tiers pour lesquels des décisions, prononçant le transfert de ceux au profit des requérants, ont été rendues par l'AFNIC dans le cadre de procédures SYRELI :

- Décision n°FR-2024-03793 – < g7taxi-reservations.fr > ;

- Décision n° FR-2024-03796 – < lidlrungis.fr > ;

- Décision n° FR-2024-03829 - < vivendis.fr > ;

- Décision n° FR-2024-03864 - < virement-boursorama.fr >.

Il résulte de ce qui précède que le Titulaire du Nom de domaine < courdecassation-justice.fr > a agi de mauvaise foi en le réservant et en l'associant à un serveur de messagerie.

5/ CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, le Requéran considère que l'enregistrement du Nom de domaine < courdecassation-justice.fr > est « identique ou apparenté à celui (...) d'une institution ou service public national ou local, sauf si le demandeur justifie d'un intérêt légitime et agit de bonne foi » au sens de l'article L. 45-2 alinéa 1, 3° du Code des postes et des communications électroniques.

Le Titulaire ne disposant d'aucun intérêt légitime et ayant agi de mauvaise foi, le Requéran demande au Collège de l'AFNIC d'ordonner le transfert du nom de domaine < courdecassation-justice.fr > à son profit.

LISTE DES PIECES

1. Décret n° 2019-1454 du 24 décembre 2019 modifié relatif à la direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers
2. Convention de délégation de gestion des marques de la Cour de cassation par la Direction des affaires juridiques des ministères économiques et financier.
3. Arrêté du 22 août 2024 portant délégation de signature (Direction des Affaires juridiques)
- 4 Whois du nom de domaine < courdecassation.fr >
5. Whois du nom de domaine < courdecassation-justice.fr >
6. Capture d'écran - < courdecassation-justice.fr >
7. Capture d'écran - <courdecassation.fr>
8. Historique Cour de cassation
9. Décision AFNIC FR-2024-04095
10. Décision AFNIC FR-2025-04310
11. Configuration du serveur de messagerie ».

Le Requéant a demandé la transmission du nom de domaine.

ii. Le Titulaire

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

IV. Discussion

Au vu des dispositions du droit commun relatives à la charge de la preuve,
Au vu des écritures et pièces déposées par les deux parties,
Au vu des dispositions du Règlement,
Au vu des dispositions prévues à l'article L. 45-6 du Code des Postes et des Communications Electroniques,

Le Collège a évalué :

i. L'intérêt à agir

Au regard de l'ensemble des pièces fournies par le Requéant, le Collège constate qu'au moment du dépôt de la demande, le nom de domaine <courdecassation-justice.fr> est similaire :

- Au nom de la Cour de cassation, organe du Requéant ;
- Au nom de domaine <courdecassation.fr> enregistré le 9 juin 1998 par le Requéant

Le Collège a donc considéré que le Requéant avait un intérêt à agir.

ii. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

a. Atteinte aux droits invoqués par le Requéant

Le Collège constate que le nom de domaine <courdecassation-justice.fr> est apparenté au nom antérieur de l'institution nationale de la « Cour de cassation », organe du Requéant, associé au terme « justice », faisant référence aux pouvoirs régaliens du Requéant en la matière.

Le Collège a donc considéré que le nom de domaine <courdecassation-justice.fr> était apparenté à celui d'une institution nationale au sens de l'article L.45-2 alinéa 3° du Code des Postes et des Communications Electroniques.

Conformément à l'article L. 45-2 du CPCE cité ci-dessus, le Collège s'est ensuite posé la question de savoir si le Requéranant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire.

b. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Le Collège constate que :

- Fondée en 1790, la Cour de cassation est la juridiction la plus élevée de l'ordre judiciaire français (*annexe 8*) ;
- Le Requéranant est titulaire du nom de domaine <courdecassation.fr> depuis 1998 (*annexe 4*) qui renvoie vers le site officiel de la Cour de cassation (*annexe 7*) ;
- Le nom de domaine <courdecassation-justice.fr> a été enregistré le 18 août 2021 par la société Whois Privacy Protection Foundation (*annexe 5*) ;
- Le Requéranant indique que « *le Titulaire ne bénéficie d'aucune autorisation de la part du Requéranant en ce qui concerne la reprise et l'usage de la dénomination « courdecassation ». En effet, une telle autorisation n'aurait jamais été donnée par le Requéranant à une personne privée, tiers à l'Etat, compte tenu du risque de tromperie inhérent pour ses utilisateurs de naviguer sur un site associé à l'adresse « courdecassation-justice.fr » ou de recevoir un courrier électronique de la part d'une adresse qui serait « @courdecassation-justice.fr »* » ;
- Le nom de domaine <courdecassation-justice.fr> est la reprise du nom antérieur de l'institution nationale de la « Cour de cassation », organe du Requéranant, associé :
 - D'une part, au terme « justice », faisant référence aux pouvoirs régaliens du Requéranant en la matière,
 - D'autre part, à l'extension « .fr », le tout pouvant être assimilé au nom de domaine antérieur du Requéranant <courdecassation.fr> ;
- Des serveurs de messagerie sont configurés sur le nom de domaine <courdecassation-justice.fr> (*annexe 11*) ;
- Le nom de domaine <courdecassation-justice.fr> renvoie vers une page d'attente du bureau d'enregistrement (*annexe 6*) ;
- Le Titulaire n'a déposé aucune réponse pour contester ces éléments.

Muni de ce faisceau d'indices, le Collège a ainsi considéré que les pièces fournies par le Requéranant permettaient de conclure que le Titulaire, en choisissant de composer le nom de domaine <courdecassation-justice.fr> à partir du nom de l'institution nationale « Cour de cassation » en l'associant au terme « justice » faisant référence aux pouvoirs régaliens accordés à cette institution, ne pouvait ignorer l'existence de l'organe du Requéranant et l'avait enregistré dans le but de profiter de la renommée de l'institution nationale en créant un risque de confusion dans l'esprit du public.

Le Collège a donc conclu que le Requéranant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime et de la mauvaise foi du Titulaire telles que définies à l'article R. 20-44-46 du CPCE et a décidé que le nom de domaine <courdecassation-justice.fr> ne respectait pas les dispositions de l'article L. 45-2 du CPCE.

V. Décision

Le Collège a décidé d'accepter la demande de transmission du nom de domaine <courdecassation-justice.fr> au profit du Requéranant, l'Etat français, représenté par le Premier président de la Cour de cassation.

VI. Exécution de la décision

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, la décision de l'Afnic ne sera exécutée qu'une fois écoulé un délai de quinze (15) jours civils à compter de la notification de la décision aux parties.

Conformément à l'article (II) (vii) du Règlement, l'Afnic notifie par courrier électronique et postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d'enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

À Guyancourt, le 13 novembre 2025

Pierre BONIS - Directeur général de l'Afnic

